Meeting de Saint Denis, vers une politisation des luttes contre l'islamophobie, l'état d'urgence et la guerre ?

Violences et crimes policiers, contrôles au faciès, frappé-e-s rudement par le chômage et la précarité… les immigré-e-s et leurs enfants subissent de plein fouet le racisme d'État qu'illes soient d'origine maghrébine, africaine, rrom, asiatique. L'islamophobie qui est une déclinaison actuelle du racisme d'État prospère depuis au moins deux décennies, explose depuis les tueries de Charlie Hebdo, l'Hyper casher et les attentats de Paris et Saint Denis du 13 novembre dernier. Vendredi 11 décembre au soir, à la bourse du travail de Saint Denis, s'est tenu un meeting initié par un collectif d'associations dont le CCIF — collectif contre l'islamophobie en France — et des quartiers. Plusieurs personnalités publiques qui se sont élevées contre l'état d'urgence, l'ont également soutenu. Ce meeting a eu un franc succès : plus de 600 personnes présentes, l'affluence était telle que des dizaines de personnes n'ont pu accéder à la salle. La majorité du public était jeune, racisé, issu de l'immigration et des quartiers populaires.

Plusieurs militant-e-s politiques et associatif-ves, journalistes, intellectuel-les se sont succédé-e-s pour parler de l'explosion des actes islamophobes, de l'état d'urgence et du renforcement des frappes en Syrie au nom de la lutte contre le terrorisme. Des désaccords politiques existent avec certaines organisations représentées à ce meeting, mais dans le cadre d'un front unique contre l'état d'urgence, la guerre et l'islamophobie, il nous a semblé possible et nécessaire de le soutenir.

Salma Yacoob, membre du « Birmingham Stop the War Coalition » issu du mouvement anti-guerre britannique, rappelle que la condition des musulman-e-s au Royaume-Uni n'a rien à envier à celleux vivant en France. Certains médias *mainstream* n'hésitent pas à comparer les musulman-e-s à des chiens (*Daily Telegraph*) ou d'affirmer pernicieusement qu'illes sont en majorité sympathisant-e-s de Daesh (*The Sun*). Elle affirme que la *« diabolisation des musulman-e-s et l'islamophobie sont une arme de diversion massive pour cacher les vrais sujets »* et qu'il existe une *« amnésie publique des crimes réalisés au nom de la démocratie »* faisant référence aux guerres d'Irak et d'Afghanistan. Elle a, en outre, rappelé comment le mouvement anti-guerre s'est construit avec de nombreux groupes notamment avec l'aide de la gauche radicale britannique.

Alain Gresh, journaliste au *Monde diplomatique* et animant le blog « Nouvelles

d'Orient » a souligné la nécessité de lutter contre les guerres impérialistes menées par la France qui est *« devenue une puissance alliée des politiques guerrières des USA et d'Israël »*. Elle a frappé et continue de frapper au Mali, Centre-Afrique, Lybie et en Syrie. Plus de 200 000 morts en Irak depuis 2003 sans que cela ne suscite aucun émoi dans les pays impérialistes. De fait, en France comme dans les autres pays occidentaux, les mort-e-s de la Françafrique, du Moyen Orient et de la Palestine ne comptent pas. Cette indignation sélective a aussi été soulignée par Omar Slaouti rappelant que *« tous les jours en Syrie, il y a un bataclan qui meurt !* ».

Tariq Ramadan est revenu sur l'extrémisme islamique qui influence certains jeunes prêts à épouser les idées et actes réactionnaires diffusés par l'État islamique et prêts à mourir en kamikaze. Ils deviennent des partisans de Daesh en très peu de temps : 92% des combattant-e-s dans les pays impérialistes n'ont que deux mois de pratiques religieuses. Il a aussi souligné l'importance d'un mouvement contre la guerre : *« un mouvement anti-guerre est très minoritaire actuellement. Notre responsabilité politique est d'inverser la tendance »* et de la nécessité pour les musulman-e-s de lutter contre l'islamophobie dont illes sont victimes.

Quant à Ismahane Chouder, militante du collectif des « Féministes pour l'égalité » et de PSM –Paix et spiritualité musulmane –, elle s'est exprimée pour que le *« droit de se réunir, croire, ne pas croire, ne pas être discriminé* » et pour cela : *« il nous appartient de les imposer et de les revendiquer !* ». Elle a rappelé que les premières victimes de l'islamophobie sont les femmes musulmanes et celles désignées comme telles. Porter le foulard ou non, être pratiquante ou ne pas l'être, le fait d'être jeune ou plus âgée, ne changent rien au fait que 81% des actes islamophobes touchent des femmes.

L'instauration de l'état d'urgence est lourde de conséquences, certains policiers disent « on fait ce que l'on veut » d'après l'avocat Michel Tubiana, membre de la LDH. Et ils ne se gênent pas, plusieurs perquisitions ont été menées violemment par le RAID chez des personnes qui n'avaient rien à voir avec la mouvance islamiste ni de près ni de loin…

Laurence Blisson, présidente du syndicat de la magistrature, a rendu compte des dangers de l'état d'urgence. Depuis les attentats, 2575 perquisitions ont été menées pour seulement deux affaires ouvertes relevant de l'anti-terrorisme. Elle a déclaré avec justesse que *« L'état d'urgence est une suspension de l'état de droit. Alors qu'une perquisition doit être lié à un crime ou un délit. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'état d'urgence introduit une logique de suspicion ».* La prolongation de l'état d'urgence, la révision constitutionnelle, et le projet de déchéance de la nationalité annoncent une inquiétante dérive sécuritaire et liberticide. Elle avait débuté après les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher dont l'une des conséquences a été la promulgation de la loi sur le renseignement. Avec l'état d'urgence prolongé, Valls propose d'ouvrir des centres spécifiques où seraient incarcérés les personnes fichées S, un avis auprès du conseil d'État a été formulé.

Le meeting a eu lieu entre les deux tours des élections régionales. Le message était clair : pour Sihame Assbague, porte-parole de « Stop contrôle au faciès », et Marwan Muhammed, statisticien et ancien porte-parole du CCIF *: « Pas de justice, pas de voix ! »*. Illes ont rappelé que *« la gauche institutionnelle n'a jamais tenu ses promesses et qu'il y en avait assez des chantages électoraux »*. La quasi-absence de soutien des organisations de la gauche radicale a aussi été soulevée. Elle révèle ses réticences vis-à-vis de la lutte contre l'islamophobie. Comme l'affirme Sadri Khiari *« aujourd'hui encore la gauche radicale française n'accepte les indigènes que dans leurs revendications associatives ou syndicales (ce qui est, bien évidemment, primordial) tout en se méfiant d'eux lorsqu'ils posent la question du pouvoir et entendent se mêler du politique »****[1]***. Ce constat est sans appel, peut sembler implacable contre la gauche radicale et l'extrême gauche en particulier mais pointe à raison des responsabilités que nous devons aussi affronter.

Ce meeting a, indéniablement été très positif. Il a réussi à rassembler des personnes que les organisations d'extrême gauche n'arrivent pas à toucher, faute d'implantation dans les quartiers populaires notamment. Dans le prolongement de la marche de la dignité du 31 octobre dernier, une volonté de ne plus être seulement des victimes mais des acteur-e-s politiques était palpable afin de lutter pour la justice, la paix et la dignité pour toutes et tous, durablement.

---

[1] *La contre-révolution coloniale en France,* La Fabrique, Paris, 2009

Ahlem Djebal, le 19 décembre 2015